

À quelle espérance l'Europe peut-elle répondre dans le monde de demain ?

Franziska Brantner est députée au Bundestag.

Jean-Louis Bourlanges est député, vice-président de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

Bernardino Leon, ancien représentant spécial de l'Union européenne pour la Méditerranée du sud, est directeur général de l'Académie diplomatique des Émirats arabes unis.

Igor Yurgens est président de l'Institut du développement contemporain (Fédération Russie).

Christine Ockrent est journaliste et écrivain.

Christine Ockrent

Merci d'être aussi nombreux dans ce lieu splendide, et d'avoir écouté avec tant d'attention le ministre de l'Économie et le président fondateur de l'Ifri. Thierry de Montbrial nous a encouragés en quelque sorte à la psychanalyse, mais il me semble qu'après le tableau plutôt optimiste et dynamique brossé par Bruno Le Maire, et le tableau plus sombre brossé par Thierry de Montbrial, on peut d'abord féliciter une fois encore l'Ifri pour avoir choisi de célébrer ce quarantième anniversaire au lendemain d'un sommet qui a réuni à Bruxelles la Chine et l'Union européenne. Aujourd'hui s'ouvre également un sommet des chefs d'État et de gouvernement qui doit décider, ou non, d'un nouveau calendrier pour l'interminable chaos du Brexit. La concomitance des deux événements nous pousse à réfléchir à ce qu'est aujourd'hui l'Europe, l'Europe puissance. Nous allons parler de l'Europe puissance parce que c'est un ensemble économique et commercial majeur ; mais on pourrait parler aussi de l'Europe affaiblie, affaiblie de l'intérieur par ses doutes, son trouble identitaire, son repli sur soi, ainsi que par des tentatives de déstabilisation venues de voisins qui ne sont pas toujours bienveillants ; et aussi de cette Europe souvent pusillanime que nous regrettions tous, qui semble indécise, si peu sûre de ses capacités à imprimer sa marque dans l'histoire.

Je voudrais commencer par demander à Franziska de nous livrer sa réaction aux discours de ce matin, et la manière dont elle voit cette Europe, comme députée et jeune femme politique d'avenir.

L'Europe, pour quoi faire ?

Franziska Brantner

Je partage les analyses de Thierry de Montbrial et du ministre sur le choix que les Européens ont aujourd'hui à faire. Veut-on demeurer au centre d'un ping-pong entre Américains et Chinois, ou voulons-nous définir nous-mêmes notre propre futur ? La question vaut dans tous les domaines, et je pense en particulier au thème de la digitalisation : on en a un peu parlé, mais il est très important. Accepte-t-on l'idée d'une digitalisation américaine ou chinoise, d'un monopole privé ou d'un monopole étatique, avec le risque d'une censure totale, ou celui qu'un monopole privé définisse ce que l'on a le droit de faire ou non ? En ce moment par exemple, en Allemagne, un grand débat est ouvert sur la question de la 5G : veut-on encore garder les capacités européennes pour maîtriser les infrastructures de l'économie du futur, ou décide-t-on de les remettre dans les mains des Chinois ?

Pour moi, la question est de savoir comment on réussira demain à refonder notre économie selon un modèle plus durable et avec plus de cohésion sociale. On n'en a pas encore parlé, mais je pense que l'on ne parviendra pas à définir une identité européenne juste en se contentant de désigner des ennemis de l'extérieur : il faut créer plus de cohésion interne. L'enjeu est celui de la cohésion sociale, et on voit très bien les doutes qui existent sur cette nécessité d'avoir une cohésion sociale. Je viens d'Allemagne et je sais donc de quoi je parle, même si là-bas il n'est justement pas évident d'en parler. Il s'agit là d'un élément clé pour créer une cohésion au niveau national, puis au niveau européen.

Dernier point qui me semble essentiel : il faut que nous ayons une vision sur nos environnements. Ce qui se passe en ce moment en Libye est un signe, et résulte largement d'un désaccord européen. Français, Italiens, Britanniques, divergeaient sur la voie à suivre en Libye, et le résultat est un désastre pour nous et pour les Libyens – indépendamment de ce que pensent Chinois, Américains, ou Russes. Il nous revient de décider une approche, vision commune pour notre voisinage. Les enjeux ici sont multiples – droits de l'homme, énergie, migrations, etc. Il ne suffit pas de chercher à identifier des ennemis. Il faut que nous sachions ce que nous voulons faire, avec pour objectifs un modèle social de cohésion, une économie durable, et un voisinage paisible.

Nos objectifs doivent être positifs : nous n'arriverons jamais à emporter l'adhésion de nos citoyens sur la seule peur.

Christine Ockrent

Bernardino Leon, vous êtes espagnol, diplomate, vous avez assumé des responsabilités importantes au nom de l'Union européenne, et particulièrement en Libye. Vous dirigez maintenant une académie diplomatique à Abou Dhabi. Comment voyez-vous, à la lueur d'une désunion dont Franziska vient de souligner les conséquences désastreuses, en Libye et ailleurs, et maintenant que vous êtes plus au sud, à la fois les atouts, mais aussi les dangers de cette Europe ? Comment peut-elle répondre à ce que Thomas Gomart a appelé « l'affolement du monde » ?

Bernardino Leon

La Libye représente très bien l'échec de l'Europe dans la région de la Méditerranée, mais nous devons tout d'abord élargir la focale, et regarder les choses avec une certaine distance politique ou analytique, ainsi qu'un certain recul dans le temps. L'Europe a des valeurs propres, que nous devrions pouvoir projeter. Or les interventions que nous avons entendues nous montrent à quel point la crise politique, la crise des valeurs, la crise économique et sociale et la crise de leadership – ce sont les quatre crises majeures que j'identifie – nous confrontent à la question de la survie.

Nous sommes menacés. Notre survie en tant qu'Européens est menacée. Et cette menace s'exprime aussi à travers cette désunion qui se lit dans nos relations extérieures. J'ai mentionné ces quatre crises parce qu'elles sont présentes dans la bataille des idées, dans la bataille politique qui se joue aujourd'hui en Méditerranée. Il s'agit d'une grande bataille pour l'Europe : une bataille dont l'enjeu est la démocratie. Ni la Chine, ni les États-Unis, ni la Russie ni la Turquie, ni l'Arabie Saoudite ne vont se battre pour la démocratie en Méditerranée. On a vu les cas de la Tunisie – aujourd'hui de l'Algérie –, de la Libye, de l'Égypte, de la Syrie : tous sont des enjeux et le plus souvent des échecs regrettables pour l'Europe. Mais il faut voir de plus loin les choses.

En Libye par exemple, l'Europe s'est battue avec les Nations unies et avec certains pays pour faire entrer dans les faits le concept de la « responsabilité de protéger », concept qui venait renforcer le droit international, soit l'un des piliers de l'identité européenne. On l'a fait en 2011 avec la résolution 1973 du Conseil de sécurité, avec l'appui à ce principe de la Chine, de la Russie, de l'Inde. Les Européens, avec leurs divisions internes, ont de fait empêché le développement de ce principe et sont restés désunis en Libye jusqu'en 2014, moment de la médiation entre l'ONU et l'Union européenne.

Le message des Nations unies était important : il s'agissait de donner à l'Union européenne un rôle important en Libye, et d'y projeter ses valeurs : la diplomatie, le dialogue, pas d'intervention militaire systématique, développement du *state-building*, récupération institutionnelle et politique de la Libye à travers un accord général qui aurait constitué un premier pas. Mais l'Europe est restée divisée, et cette division nous a amenés à la situation que nous connaissons aujourd'hui. En Syrie, même division. En Tunisie, on a échoué à élaborer un grand plan qui aurait convaincu les Tunisiens que leur bataille pour la démocratie était appuyée par l'Europe. Il est encore temps de le faire, et de leur offrir une intégration plus forte dans nos institutions, dans nos politiques régionales. Sur l'Algérie, où est l'Europe ? Sur tous ces fronts, l'Europe doit être plus présente : la bataille n'est pas seulement une bataille pour l'avenir de la démocratie, des droits de l'homme et des grandes valeurs qui sont le fond de notre culture, il s'agit d'une bataille pour la survie des pays du Sud et de l'Europe elle-même.

Christine Ockrent

Igor Yurgens, vous êtes président de l'Institut du développement contemporain à Moscou. On sait à quel point le vrai vainqueur du chaos sanglant de Syrie est Vladimir Poutine, et on vient de voir à travers la Libye, et d'autres exemples, que l'Europe, au fond, a été absente de cette partie du monde arabe. On a aussi compris que l'objectif de Moscou n'est pas vraiment d'installer la démocratie. Jusqu'à quel point, selon vous, les objectifs du Kremlin et ceux de nos institutions restent-ils divergents ?

Igor Yurgens

À quelles espérances l'Europe peut-elle répondre dans le monde de demain ?

Pour les Russes, trois questions sont essentielles. Tout d'abord, il est très important pour nous que vous fassiez le maximum pour préserver l'intégration européenne. L'intégration européenne, c'est aussi pour les Russes leur civilisation, leur culture. La faillite de l'Europe serait aussi la faillite des Russes comme Européens. Sur le Brexit, je comprends la position du président Macron qui dit qu'il faut avoir des limites de temps, et que les Britanniques doivent réellement décider. Personnellement, je serais tenté de donner un peu plus de temps aux *remainers* britanniques, car ils luttent farouchement pour l'Europe. Au-delà de ce Brexit, et toujours sur l'intégration européenne, je parlerais du *Russxit*. La Russie risque d'être prochainement exclue du Conseil de l'Europe, ce qui représenterait une tragédie pour nous, une rupture que nous ne souhaitons pas. L'intelligence européenne peut éviter cette situation.

Il y a certes des devoirs russes, des obligations que nous devons remplir, mais nous avons besoin d'un partenaire fort du côté européen.

Au-delà de l'intégration européenne, notre deuxième espérance porte sur un modèle équitable de mondialisation. Beaucoup d'espérances ont ici été suscitées par le Forum sur la paix qui s'est réuni à l'initiative du président Macron, pour la première fois en novembre 2018. Beaucoup d'universitaires, ou de personnes engagées ont alors souhaité qu'émerge un « Davos pour le peuple ». Si la mondialisation est inévitable, elle ne doit pas se faire au seul profit des sociétés transnationales, des super riches, des élites et des intellectuels, mais pour les peuples, aux niveaux environnemental, social, etc. Le Forum sur la paix de Paris constitue une plate-forme très importante à cet égard.

La troisième tâche que je mentionnerai est très exigeante. Il s'agit de faire émerger un modèle de cohabitation entre sociétés libérales et sociétés plus autoritaires, entre des démocraties libérales (type Westminster) et des régimes comme ceux de la Chine, de la Russie, ou de la Turquie par exemple. En 1975, à Helsinki, on a trouvé une solution pour une vingtaine d'années. Il faut aujourd'hui remettre l'ouvrage sur la table, organiser entre les systèmes en place une conférence mondiale sur les questions de sécurité, d'environnement, de commerce, etc.

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt la « Déclaration des principes pour la liberté, la prospérité, la paix » du Conseil atlantique, signée de gens fort importants. Du côté des régimes plus autoritaires, l'Organisation de coopération de Shanghai travaille à constituer un bloc nouveau, pour ne pas reproduire de catastrophiques divisions. Il faut inventer quelque chose qui relie ces logiques, et nous avons l'espoir que le génie européen nous propose une idée. Moins de complaisance et plus d'intelligence de la part de l'Europe, voilà ce que l'on attend de vous.

Christine Ockrent

De votre part à vous, les Russes, nous attendons aussi moins de tentatives de déstabiliser nos systèmes politiques, et moins de tentatives d'user de la technologie – dont nous sommes tous devenus les adeptes – à des fins qui nous semblent pour le moins suspectes.

Igor Yurgens

Si la démocratie ne marche pas, c'est une tragédie, et peut-être une catastrophe. Ce que je propose, c'est de mettre tout cela sur la table et d'en débattre pas à pas : cela concerne l'Ukraine, la Syrie, le désarmement, etc. ; les problèmes sont énormes.

Christine Ockrent

Jean-Louis Bourlanges, vous êtes une des grandes voix de l'Europe, avec ses avancées, ses reculs, ses pas de côté, mais toujours la « flamme ». Expliquez-nous donc comment l'Europe pourrait répondre à l'offre de dialogue qui vient d'être faite, tout en répondant aux doutes qui s'installent en son sein avec des opinions publiques, des peuples en proie (pour certains de façon plus accusée que d'autres) au repli identitaire.

Jean-Louis Bourlanges

Je crois que je constitue une métaphore de l'Europe aujourd'hui, puisque j'ai à la fois la flamme au cœur et la béquille à la main. Dans le même esprit, je ne résiste pas à l'envie de prolonger une observation de Thierry citant la phrase prêtée à Napoléon : « Quand la Chine s'éveillera, le monde tremblera. » Thierry disait à juste titre que Tulard, notre grand spécialiste des affaires napoléoniennes, n'avait pas trouvé trace de cette phrase dans les écrits de Napoléon. Mais Tulard est aussi le grand spécialiste du cinéma et il a trouvé l'origine de cette phrase — c'est très intéressant métaphoriquement —, prononcée par Charlton Heston parlant à Ava Gardner dans *Les 55 jours de Pékin*. On voit ici à la fois l'influence d'Hollywood sur la constitution de notre mentalité, et la force des *fake news* par rapport à la réalité. C'est encore « Hollywood » qui dit, à la fin de *Liberty Valance* : « Quand la légende est plus grande que la réalité, on choisit la légende. »

Ceci étant dit, ne diabolisons pas les États-Unis, en tout cas la société américaine ou la culture américaine, après les avoir idolâtrées. Je serais tenté de dire comme le général de Gaulle, « l'Europe et l'Amérique, sa fille ». La fille a grandi, et est manifestement plus dynamique et plus forte que la mère. Je voudrais en revenir maintenant à votre question fondamentale : que se passe-t-il ?

Il y a cinquante ans, on se situait par rapport à une autre puissance, l'URSS ; aujourd'hui, on se situe par rapport à la Chine. Je voudrais essayer de comprendre pourquoi ce rapport, pour nous Européens, est compliqué. Je crois que nous ne devons pas être dans une relation schmittienne — en référence à Carl Schmitt, qui défendait l'idée que la politique se définit en fonction de la dialectique de l'ami et de l'ennemi. Il est clair que la Communauté européenne s'est constituée dans une relation de résistance très forte à l'URSS. Il est tout aussi clair que quand cet adversaire a disparu, s'est considérablement affaibli après l'effondrement de l'URSS, l'unité européenne s'est délitée. Et c'est vrai aussi qu'aujourd'hui, si cette dernière résiste plus qu'on pouvait le penser, ainsi qu'on le voit

avec le Brexit ou avec la résistance de l'euro par rapport aux forces de dissolution qui l'ont assailli, c'est aussi parce qu'elle se sent à nouveau menacée. Ce qui est dominant et décisif pour nous, ce n'est pas la relation à l'ennemi, mais la relation à l'autre.

L'Union européenne a énormément de difficultés à se penser dans sa singularité non hostile. Elle s'est pensée comme une universalité, mais a été entravée par le stalinisme. Au moment de l'effondrement de l'Union soviétique – on a déjà fait allusion à Fukuyama –, elle s'est pensée comme une sorte de coopération renforcée de l'ONU. Elle a du mal à s'accepter dans une singularité qui n'est pas nécessairement agressive ; elle a beaucoup de mal à accepter les autres.

Qu'est-ce que c'est qu'un autre ? C'est quelqu'un qui n'est pas vous, mais qui est avec vous dans une relation permanente d'association et de rivalité. Donc, cela interdit toute relation manichéenne. Nous ne pouvons plus accepter par exemple la bienveillance américaine comme allant de soi, puisque toutes les dix minutes nous recevons des électrochocs de la part des administrations américaines. Nous ne devons pas considérer pour autant les États-Unis comme des adversaires irréductibles, car ils restent essentiels à notre sécurité (même si ce n'est plus du tout comme avant). Nous ne pouvons pas accepter non plus un certain nombre de comportements de Vladimir Poutine, et nous ne devons pas faire preuve de complaisance. Mais dans le même temps, nous savons bien qu'avec la Russie nous devons avoir, et nous aurons, des relations équilibrées – à condition, évidemment, que nous sachions nous protéger contre les tentatives de déstabilisation d'une partie de l'Europe orientale. Avec la Chine c'est la même chose : nous ne devons pas avoir l'attitude de M. Salvini... Mme Le Pen se met dans une situation d'auxiliaire de la puissance chinoise, avec une conception extrêmement unilatérale des relations à travers la Route de la soie. Mais, en même temps je sais bien que nous avons énormément de choses à faire avec la Chine.

Tout cela exige de l'Europe une maturité, des rapports adultes : nous ne sommes plus ces enfants qui ont besoin de protecteurs et d'amis. Nous ne sommes pas encore comme des vieillards qui maudissent tout ce qui les entoure parce que « c'est vraiment affreux tous ces jeunes qui veulent prendre notre place »... Nous sommes dans une situation d'adultes face à des gens qui nous veulent du bien, à d'autres qui nous veulent du mal, défendent leurs intérêts, leurs valeurs, et avec lesquels nous devons avoir une relation positive. Le problème n'est pas celui de la relation avec la Chine, de la relation avec la Russie, de la relation avec l'Amérique ; le problème c'est la relation avec nous-mêmes.

Nous n'avons jamais répondu à la seule question qui peut fonder une véritable communauté politique : qui sommes-nous ? C'est-à-dire : qui sont ceux qui doivent être membres de ce club – et il est évident que ce sont des gens qui ont en commun une certaine idée du droit, de la démocratie, du respect des autres. Nous ne répondons pas plus à la question : que voulons-nous faire ensemble, et que voulons-nous faire séparément au niveau de nos États ? Enfin, nous ne répondons pas à la question : comment peut-on fonctionner ? Comment peut-on avoir un modèle démocratique pour 27 États différents ? Il ne peut évidemment pas être le même que le modèle démocratique d'une nation unitaire.

Ces trois questions nous effraient : elles sont comme des phares dans lesquels s'aveuglent les 27 lapins que nous sommes – 28 si on compte encore le Royaume-Uni –, sans pouvoir y répondre.

C'est aux 27 États qui se réunissent aujourd'hui qu'il appartient de déterminer et de proposer à leur peuple ce qu'ils veulent. Qui sommes-nous dans l'Union européenne ? Que voulons-nous faire ? Que voulons-nous défendre ? Et comment voulons-nous le défendre ? Ces trois grands blancs n'ont jamais été coloriés. Nous pensons pouvoir éliminer ces questions fondamentales, et c'est là l'origine de l'euroscepticisme et de notre timidité, très préoccupante dans un monde peuplé de menaces. Le problème n'est pas celui de l'Union européenne, c'est celui de l'Europe, celui des peuples européens, celui des gouvernements européens, celui de la civilisation européenne. Est-ce que nous voulons être quelque chose au XXI^e siècle ?

Je parlerai comme Sieyès : qu'était l'Europe en 1914 ? Tout. Qu'était-elle en 1945 ? Rien. Qu'aspire-t-elle à devenir au XXI^e siècle ? Quelque chose. Encore faut-il qu'elle le veuille !

Que voulons-nous faire ensemble ?

Christine Ockrent

Franziska, quelles seraient vos réponses aux trois questions existentielles de Jean-Louis Bourlanges ?

Franziska Brantner

La question centrale est : que voulons-nous faire ensemble ? Le problème n'est pas juste d'avoir la paix entre nous – c'est déjà appréciable, mais cela ne suffit plus. Il faut expliquer ce que nous voulons faire, et je pense qu'un des objectifs est d'avoir une économie sociale et écologique ensemble. Le ministre a parlé tout à l'heure du fait que les batteries ne

sont en ce moment produites qu'en Chine. Si, nous, Européens, voulons avoir un changement de notre mode de production, nous devons investir. Il faut sauver l'Europe pour sauver le climat, nous n'y arriverons pas seuls.

Le deuxième objectif est de garantir une stabilité sociale, une cohésion sociale. Là non plus, les États n'y arriveront pas seuls. Les grandes sociétés dont on a parlé tout à l'heure ont bénéficié des trous et contradictions des politiques fiscales, par exemple. Et c'est très important, car chacun doit savoir que si cela perdure on n'aura plus les moyens de financer les écoles, les universités, etc. Tout le monde doit participer au financement des priorités européennes. Et le problème ne peut être résolu que collectivement.

Un troisième objectif est la digitalisation – le *cloud*. Par exemple, en ce moment, nous avons en Allemagne un débat pour savoir où la police enregistre ses vidéos de surveillance. Pour l'heure, elle paye Amazon pour avoir un endroit où stocker ces enregistrements ; je trouve personnellement cela incroyable. C'est évidemment une question de sécurité, et nous devrions avoir un *European cloud*. Nous avons nos propres données, et ce n'est ni aux Américains ni aux Chinois de nous donner un tel outil. La première question est donc de savoir si nous voulons avoir ensemble un futur digital. Puis vient celle des moyens.

Je défends l'idée d'une république fédérale européenne. Qu'est-ce qu'une république ? C'est une entité politique où tous les citoyens – Roumains, Allemands, Suédois, Français... – sont égaux, avec les mêmes droits politiques et sociaux, les États-nations et l'Europe étant chargés de défendre ces droits. Il est beaucoup moins urgent de redéfinir les droits du Conseil européen, que de définir les droits des citoyens qui doivent être défendus en commun. C'est cela qui nous définit, et pas juste les droits des entreprises.

Il faut donc commencer par là, dire quels sont les droits des citoyens, définir ceux que nous voulons défendre en commun, et se donner les moyens de le faire dans un monde qui devient plus hostile. Ce qui me donne l' espoir, ces jours-ci, ce sont les étudiants qui se mobilisent tous les vendredis pour lutter contre le réchauffement climatique. C'est là un projet européen, et ils ont une conscience européenne, se mobilisant partout en Europe au même moment. C'est un tout nouveau mouvement. Il faut reprendre leur énergie, et refonder l'Europe à partir de leurs projets.

Christine Ockrent

Mais on voit aussi que cette génération utilise une technologie qui n'est pas européenne, Facebook, qui permet de générer ces mouvements d'opinion, ces mouvements de foule. Bernardino Leon, on n'a pas assez souligné le fait que l'Espagne a fait un effort remarquable et continu pour rejoindre l'Europe très rapidement après être sortie du franquisme, a surmonté une crise économique et sociale majeure, beaucoup plus grave que celle qu'on a pu connaître plus au nord de l'Europe. Est-ce selon vous par le ciment social, comme le propose Franziska, que l'Europe peut répondre à l'une des trois questions existentielles posées par Jean-Louis Bourlanges ?

Bernardino Leon

Tout à fait. L'Espagne représente un exemple d'intégration, et montre comme l'Europe peut jouer un rôle positif, mais aussi comment la crise de l'Europe et les attaques contre l'Europe qui viennent de certains pays menacent ce succès. L'Espagne a pu développer rapidement des institutions démocratiques. Elle a subi en 2004 une terrible attaque djihadiste, et lui a opposé un système judiciaire très fort. L'Espagne a été le seul des grands pays attaqués par les groupes terroristes à avoir recouru à un système judiciaire de droit commun – sans créer de législation spéciale, sans faire appel à des cours spécialisées. Nous avons ainsi montré une force démocratique et sociale remarquable.

On voit aujourd'hui comment ce succès est menacé, et je me dis parfois que les Européens sont aveugles devant la réalité. En Espagne, nous avons deux partis indépendantistes qui ont toujours été respectés par le système démocratique espagnol. Ils sont actifs, présents dans toutes les institutions, libres d'exprimer leur opinion et se présentent régulièrement aux élections. Les différents services de renseignement européens ont mis en évidence diverses ingérences dans les élections en Espagne – comme un peu partout en Europe : toutes les grandes forces anti-européennes ont d'une façon ou d'une autre reçu ce genre d'appui. Il faut regarder la réalité en face. La question aujourd'hui en Espagne n'est plus de savoir comment on a surmonté la dictature de Franco, ou comment ce succès a été possible grâce à l'appui de l'Europe, mais de se rendre compte que cette Europe est réellement menacée. Si nous ne sommes pas capables d'agir ensemble, de renforcer les institutions européennes, d'étendre le règne du droit, de la démocratie et des droits de l'homme en Europe et autour de l'Europe, ce qui sera en danger c'est à la fois le projet européen et la stabilité nationale.

Y a-t-il une question russe ?

Christine Ockrent

Igor Yurgens, vous nous incitez tout à l'heure à moins de complaisance, mais moins de complaisance par rapport à qui ?

Igor Yurgens

Que faites-vous en Ukraine par exemple ? Dès que l'on discute du conflit ukrainien, les Européens produisent des discours disant qu'il faut appuyer l'Ukraine, qu'il faut construire quelque chose... Mais les tentatives de l'Union européenne pour créer quelque chose de tangible, par exemple pour lutter contre la corruption dans le pays, restent pour l'heure négligeables.

Vladimir Poutine est arrivé à Bruxelles en 2003 en ouvrant toutes les possibilités de coopération. On a créé quatre espaces communs de coopération. On a expliqué qu'on était amis. Et puis, à Bruxelles en 2008, vous avez dit : « Oui, l'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN est possible... »

Christine Ockrent

Oui, mais l'hypothèse a été immédiatement bloquée, en particulier par la France, et n'a jamais vraiment été à l'ordre du jour.

Igor Yurgens

La France, l'Italie, d'autres pays se sont engagés dans des coopérations assez fructueuses. Mais quand on pense en termes de bloc de sécurité, cela devient dangereux. L'Ukraine est la victime d'une confrontation de ce type. Les Russes pensent que la CIA y est à l'œuvre, fomentant un coup d'État anti-russe ; et les Ukrainiens pensent que ce sont les Russes qui ont commencé, avec l'annexion de la Crimée et du Donbass. Il est donc urgent d'aborder franchement tous ces sujets.

Christine Ockrent

Y compris celui de la Crimée donc ?

Igor Yurgens

Tous les sujets, y compris Chypre, y compris l'Azerbaïdjan, bref l'ensemble des problèmes non résolus. Ce que j'appelle complaisance, c'est le fait de proclamer qu'il faut faire quelque chose, et qu'ensuite rien ne se passe.

Christine Ockrent

Jean-Louis Bourlanges, est-ce que véritablement l'Europe ne fait rien ? L'Europe, par ses déficiences, serait-elle à l'origine de cette incompréhension avec la Russie ?

Jean-Louis Bourlanges

Non, je ne crois pas. Je distinguerais sur ce plan l'Europe des États-Unis. Nous n'avons pas eu tout à fait la même approche, notamment sur l'affaire de l'élargissement de l'Alliance atlantique. Il est vrai que les communiqués officiels ont été un peu ambigus, mais il est clair que la France et l'Allemagne en particulier se sont clairement opposées aux États-Unis sur l'idée d'intégrer l'Ukraine dans l'OTAN. Nous avons envoyé des signes diplomatiques.

Il y a un point de départ que je ne discuterai pas ici, concernant l'extension de l'OTAN, sur l'attitude du président Bush, etc. En réalité, il semble que Gorbatchev a très mal négocié son retrait... Les Allemands le disent, d'ailleurs ; les conseillers du chancelier d'alors disent qu'ils étaient prêts à faire beaucoup plus de concessions pour obtenir l'unité allemande... Peu importe. Nous avons toujours pensé que, fondamentalement, nous devions établir un rapport très positif avec la Russie, peut-être certes avec un peu d'idéalisme « à la Fukuyama », pensant : « La Russie d'Eltsine, au-delà des problèmes de corruption et d'oligarchie, évoluera progressivement vers un système démocratique, capitaliste, et nous pourrons entretenir avec elle des relations de coopération – pas d'intégration parce qu'elle est trop grande pour rentrer dans l'Union européenne. »

D'ailleurs, les Russes nous ont aidés : on est sortis de l'affaire du Kosovo, où nous étions très mal engagés, parce que les Russes ont lâché Milošević. On a, ici, eu de plus un grand espoir avec la nomination de Medvedev au poste de Premier ministre. Et puis la mécanique s'est cassée profondément. Je pense que la crainte d'une contagion démocratique venant d'Europe a joué très fortement dans les cercles dirigeants russes, qui se sont dit « nous ne voulons pas de ça ». Et deuxièmement je maintiens que le balancement des Russes entre l'Europe et la Chine est une erreur.

Le vrai danger, pour les Russes, c'est la Chine. Je comparerais la situation de la Russie d'aujourd'hui à celle de la France au lendemain de 1815. Nous étions alors tous convaincus en France – enfin toute l'aile libérale : les Chateaubriand, les Musset, etc. – que c'était abominable, que la France était au fond du gouffre. Elle avait perdu Waterloo, elle était à la merci de l'Europe... Seuls les plus sages – c'est-à-dire Talleyrand, Louis

Philippe... – disaient « non, nous sommes très puissants en Europe et nous n'avons pas intérêt à modifier le nouveau *statu quo* ». Ceux qui ont pensé le contraire, comme Napoléon III, ont conduit au désastre de 1871. Chez les Russes, il y a ce sentiment d'humiliation très profond lié à la chute de l'Union soviétique – et c'est vrai que c'est un échec historique majeur. Mais les Russes n'ont pas admis que le système qu'ils pouvaient construire pacifiquement avec une Europe unie serait bien préférable à ce qui les attend s'ils jouent la carte de la Chine.

Sur la Syrie, les Russes avaient raison, et nous avons eu tort d'un bout à l'autre de prétendre régler le problème sans eux, alors qu'ils avaient une présence – légitime ou illégitime, il est bien difficile de savoir qui est légitime dans la région, mais en tout cas réelle – dans ce pays. Nous aurions dû dès le début faire appel à eux. Nous avons eu raison concernant l'Ukraine, mais nous avons eu tort sur la Syrie.

Christine Ockrent

Igor Yurgens, le rapprochement entre la Russie et la Chine vous paraît-il être une réponse à l'équation qui nous est proposée ce matin ? Que doit faire l'Europe face à la Chine d'un côté, face à l'Amérique de Trump de l'autre ?

Igor Yurgens

Vous nous poussez vers un mariage non naturel. C'est la situation géopolitique qui nous pousse vers ce mariage non naturel.

Nous avons besoin d'un partenaire pour notre futur développement. On a travaillé avec l'Europe entre 2001 et 2005, et Vladimir Poutine, comme l'élite russe, ont alors pensé que cette Europe les avait trahis, dans la mesure où il n'y avait avancée ni sur le système de sécurité, ni en matière de coopération économique, ni accord sur l'élargissement de l'OTAN, et que le Partenariat oriental de l'UE ne fonctionnait pas davantage.

Christine Ockrent

Xi Jinping est-il un allié plus sûr ?

Igor Yurgens

Certaines civilisations sont de nature plus autoritaire que d'autres. Vous ne pourrez pas installer la démocratie en Chine, même dans dix ou vingt ans. En un certain sens, aujourd'hui, la Russie, la Turquie dans une certaine mesure, la Chine, l'Inde, d'autres pays qui ne sont pas aussi avancés que l'Europe sont autoritaires. L'autocratisme de Xi Jinping et de Poutine les rapproche. On a sans doute eu le choix en 2003, et puis les

choses ont commencé à être beaucoup moins favorables pour nous. Il n'y a pas d'autre choix que de recommencer à dialoguer.

Un mot pour le destin de l'Europe

Christine Ockrent

J'aimerais demander à chacun d'entre vous de choisir un mot qui pourrait cristalliser la réponse que devrait apporter l'Europe aux questions de notre débat. Quel est le mot qui selon vous résumerait la proposition de l'Europe face au chaos du monde aujourd'hui ?

Jean-Louis Bourlanges

Je reprendrais volontiers la formule de Thucydide : « Il n'est pas de bonheur sans liberté, ni de liberté sans vaillance. »

Bernardino Leon

Je dirais « union », en raison des attaques que nous connaissons aujourd'hui contre le droit international, et qui viennent de Trump et de ses positions sur Jérusalem, ou de son appui à Assad. Tout cela exige de notre part une réponse politique, et cela ne sera pas possible si nous n'avons pas une Europe unie dans une réponse unie.

Igor Yurgens

Je reprendrai une expression anglaise. Je ne me souviens plus de la manière dont Hegel la formulait : *complementarity of the opposites* – pour symboliser la dialectique entre la Russie et l'Europe.

Franziska Brantner

“Démocratie libérale”. C'est cela qu'il faut défendre en tant qu'Européen. Qu'il s'agisse de Facebook ou de l'influence des robots russes, il faut réguler la sphère digitale pour défendre notre démocratie libérale, et on ne peut le faire qu'ensemble. Il faut que nous soyons à l'écoute des pays d'Europe de l'Est si on veut défendre cette démocratie libérale. Il ne faut pas juste y aller quand les leaders crient fort, mais dès que des besoins, des doutes et des peurs très légitimes s'expriment. En ce moment, c'est la République tchèque qui se bat avec Huawei, avec la Chine ; elle est seule, et ce n'est pas acceptable. Si l'on veut défendre notre démocratie libérale, il faut résoudre ces problèmes, aller en Europe de l'Est, là où il faut défendre notre cohésion sociale. Mais je reste optimiste sur le fait que nous y arriverons.